



EMPLOIS FICTIFS

Paul Giacobbi pourrait perdre son immunité P 6

/ Archives Pierre-Antoine Fournil

MATCH PRG CONTRE PRG

C'est encore Paris qui arbitrera... P 4

mardi 14 juin 2016

corse-matin

www.corsematin.com

Corse continent : 1,20 € - N°24908 - 1,10 €

TOTAL excellium

NOUVEAU SP 95

Le carburant qui nettoie votre moteur km après km

L'énergie est notre avenir, économisons-la!

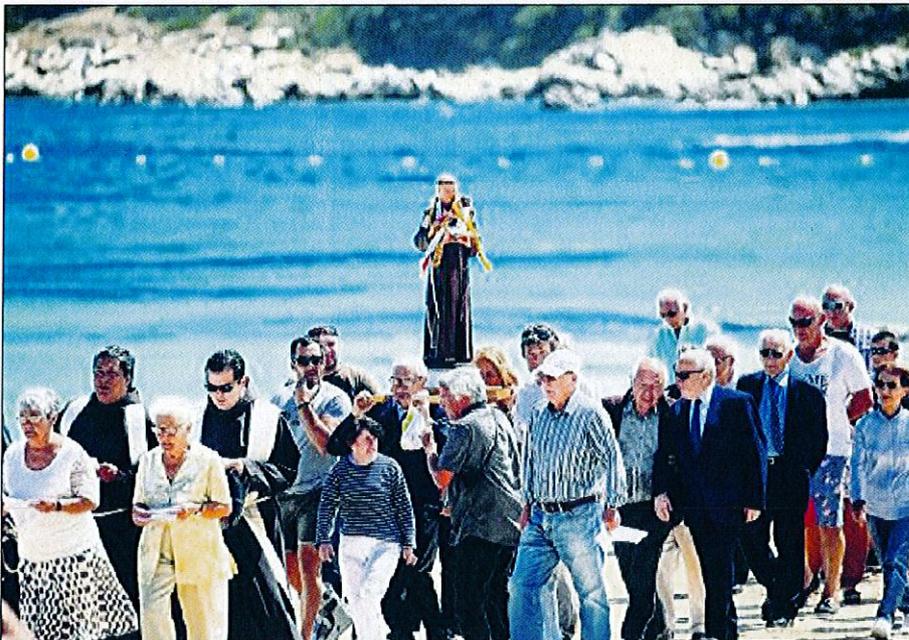


/ Photo Michel Luccioni

Ségolène Royal fait le tri parmi par les déchets

Soutien au plan de la CTC. Tallone 3 remis en selle. Giuncaggio enterré. P 2

Saint Antoine marche sur le sable



/ Photo Alain Pistoresi

De Bastia à Campomoro, l'île a marqué sa dévotion à ce saint majeur P 17 ET DER

ENERGIE

L'île joue les pionnières pour la transition énergétique P 3

BONIFACIO

Des interpellations un an après la tentative d'homicide P 7

PATRIMOINE

La belle ouvrage des lycéens de Jean-Nicoli honorée à l'Elysée P 8



RUGBY

Le VII de France prépare les JO de Rio à Porto-Vecchio P 37



020635 044 110 € 0

Alésio - Tél. 04 95 51 74 00 - Bastia - Tél. 04 95 34 54 50

Abonnement : 04 95 32 85 00

ou www.corsematin.com/abonnement

EURO 2016

- L'Espagne au finish
- La Suède cale
- L'Italie régale



12 PAGES SPÉCIALES

Danesi

1815

200 ans d'excellence

ROLEX Cartier Bell & Ross CHAUMET HENRI HENRI ORIS DJULA FRED TUDOR

www.danesi.fr - 16 Bd Paoli - 20200 Bastia - contact@danesi.fr - 04 95 31 44 03

Corse infos

Déchets, face à l'urgence la voie Royal d'un Tallone 3

C'est ce qu'a notamment annoncé, hier, la ministre de l'Environnement, de l'Energie et de la Mer. Cette dernière a, par ailleurs, donné un blanc-seing politique à la feuille de route de la CTC. Saluant une "volonté territoriale rare"

Des bons points. Beau-coup. Ceux distribués, lors de sa deuxième journée de visite, par Ségolène Royal. Foulard bleu autour du cou, comme la veille, foulée alerte, comme la veille, à la Parata. Et un discours qui félicite, encourage, adoube. Mais pas seulement. Car, si des annonces étaient attendues, des annonces ont bel et bien été faites. Pas aux quatre vents. Davantage dans le vent d'un avenir à organiser. Avec l'objectif d'un horizon plus serein sur le dossier des déchets, d'une part. Et d'un horizon prometteur dans le cadre énergétique, d'autre part. Pas de brassage d'air donc, mais du concret. À la clé, une visée stratégique et économique tant hier matin qu'hier après-midi.

Côté déchets, d'abord. Une réunion et des enjeux. Énormes. Autour de la table, les acteurs partie prenante de la problématique. Les deux présidents de la CTC, accompagnés par la conseillère exécutive Agnès Simonpietri, des élus de tous bords au premier rang desquels de nombreux maires, sans oublier la Capa, le Syvadec, évidemment...

La réunion aura duré plus que prévu. À la sortie, les visages des interlocuteurs de la ministre sont ouverts, celui de Ségolène Royal souriant. Elle déroule. En deux temps.

"On a une solution"

Premier temps, elle donne un satisfecit plein et entier à la feuille de route adoptée par l'Assemblée de Corse. Politiquement, cela fait caisse de résonance pour peu que l'on se souvienne des deux jours de session passés sur le rapport, finalement voté avec les 24 voix des nationalistes. Le plan de la collectivité territoriale est ainsi plébiscité sans aucun bémol.

La ministre le dit et le répète haut et fort : "Le territoire de la Corse est en train de se doter d'un plan exemplaire de traitement des déchets et de leur réduction à la source, d'économie circulaire, puisque dans le futur le plus rapproché possible, le déchet est considéré comme une valeur, et que l'on va tendre vers ce que l'on appelle les territoires zéro déchets. Ce qui signifie que tout est recyclé, valorisé. C'est l'idéal à atteindre, et pour l'atteindre, comme c'est le cas dans le plan de la

CTC, il faut mobiliser l'ensemble des filières économiques qui produisent des déchets, ainsi que les particuliers". Le processus engagé par la CTC va donc être "accompagné par l'État puisque les subventions de tous les équipements concernant le traitement des déchets peuvent être montées jusqu'à 63 à 70% de la prise en charge des communes".

Concrètement, le message de la ministre est limpide, aux forces vives du territoire de se mobiliser. Deuxième temps : comment parler à l'imminence d'une crise estivale, dès lors qu'on sait que les centres d'enfouissement sont pris à la gorge ?

Ségolène Royal ouvre la voie. En balayant avant tout l'inenviable. Et l'inenviable, c'est l'exportation massive. "Il faut régler en même temps l'urgence et la structuration de fond qui va permettre la réduction du volume des déchets à la source. C'est le choix de l'État qui va prendre toutes ses responsabilités et appuyer cette volonté territoriale rare, même unique que constitue le plan élaboré qui peut démarrer tout de suite et structurer pour les années à venir."

Pratiquement, parallèlement à la mise en œuvre de la feuille de route de la CTC, la stratégie sera la suivante. On demandera aux centres d'enfouissement leur volume dans un temps limité, encadré, maîtrisé, avec la garantie de supprimer toutes les nuisances olfactives. Dès lundi prochain, des travaux en ce sens commenceront à Tallone.

Dans la foulée, un nouveau projet, Tallone 3 émergera - des arrêtés préfectoraux seront pris à encore dès la semaine prochaine par les préfets - qui fera l'objet d'une délibération en conseil municipal. Ce sera un Tallone 3 sans nuisances olfactives. Mais avec l'implantation d'un nouveau centre d'enfouissement et d'une unité de tri. À la clé, les compensations financières qui iront avec. "Dès lors, on a une solution pour répondre à la crise qui s'accompagne de la mise en place du plan de la collectivité". On demandera également aux filières de la restauration d'instaurer, dès cet été, un tri des déchets alimentaires. La ministre sera de retour le 15 juillet à Tallone pour "évaluer l'application du processus



À la sortie de la réunion, hier matin, la ministre a salué la stratégie de la collectivité territoriale en matière de déchets.

/PHOTOS MICHEL LUCCIONI

d'urgence décidé".

Giuncaggio, c'est fini

Gilles Simeoni n'en attendait pas moins. Satisfait, le président de l'Exécutif. "La ministre a affirmé un soutien affirmé au nouveau mode de gestion que nous impulsions. Il n'y aura plus de nuisances olfactives sur Tallone 1, le projet de tri mécano-biologique de Tallone 2, c'est terminé, et on ouvre un casier à titre provisoire de trois ans maximum sur Tallone 3 dans des conditions draconiennes d'exploitation. L'État va peser pour faire respecter le cahier des charges de sorte à recueillir l'adhésion de tous". De son côté, la mandature va engager sa responsabilité politique et morale pour éviter la crise. "Pour ma part, poursuit Gilles Simeoni, j'ai proposé des mécanismes spécifiques en direction des communes sur lesquels se trouvent les centres d'enfouissement pour les faire bénéficier d'équipements structurants. Nous avons des garanties de mise en œuvre du nouveau plan que nous avons élaboré. Validé par la ministre, il place la Corse dans une position pionnière pour le zéro déchet, le tri à



Accompagné par le préfet de Corse, Bernard Schmelz, et Gilles Simeoni, le président de l'Exécutif, Ségolène Royal s'apprête à vivre une journée marathon. Mais riche d'annonces.

la source et la valorisation des déchets. Désormais, nous devons tout faire pour que la solution de transition recueille l'engagement de chacun". Jean-Guy Talamoni emboîte le pas : "L'appui total de la ministre à la stratégie de la majorité territoriale donne force à notre projet, permettra de faire litière des contestations marginales. On

va éviter la crise pressentie et s'orienter vers des solutions pérennes et durables". Quant au CET de Giuncaggio, Ségolène Royal l'a définitivement enterré. La hache de guerre avec.

ANNE-C. CHABANON

Absent à la réunion avec Ségolène Royal Christian Orsucci maire de Tallone sait

que son nom et celui de sa commune étaient sur toutes les lèvres. Sa réaction ? Il se bornera à répéter ce que lui et le conseil municipal affirment depuis 2011. "Depuis cette date, notre position n'a pas varié : plus de fermentescibles à Tallone par respect pour les rivières et les agriculteurs. Peu importe le moyen il ne devra plus y avoir de nuisances olfactives. Pour l'instant, on attend d'en savoir plus sur les propositions de la ministre."

François Tatti : " Nous avons perdu un an, il faut plus que jamais se mobiliser "

François Tatti, le président du Syvadec le dit simplement : "La réunion de travail de ce jour avait pour objectif de mobiliser tout le monde sur la question du tri afin d'éviter la crise. Sur le tri, l'État a annoncé qu'il mobiliserait les moyens nécessaires, techniques et financiers. Concernant l'urgence, nous sommes dans une situation où la seule sortie, c'est Tallone. Il faut qu'il y ait une suite à Tallone. Je suis ravi qu'aujourd'hui chacun comprenne que la réouverture du site est importante, d'autant plus qu'elle était contestée. Reste que nous avons per-

du un an". Le président du Syvadec insiste, il faut dès à présent se mobiliser. Et les solidaires pour asseoir un plan d'action de traitement des déchets avec la création des équipements nécessaires.

À la clé, "des unités de compostage et de valorisation pour tous les territoires de la Corse. Mercredi matin, je réunitrai le bureau du Syvadec avec un plan de bataille à déployer dans les prochaines années. On va être dans le concret". Et le président de lancer un appel "à tous les maires qui souhaitent se mobiliser".

A.-C. C.

Jean-Jacques Ferrara : "Une écoute attentive sur notre projet"

Ségolène Royal a également largement salué, hier, le projet de la Capa qui a "le mérite d'exister, avec un terrain à proposer et une volonté politique, celle d'une collectivité urbaine qui accepte de prendre en charge le traitement de ses déchets. C'est assez rare pour être souligné". De quoi booster le président de la communauté d'agglomération du pays ajaccien, Jean-Jacques Ferrara qui s'est "réjoui de l'écoute de la

ministre. Notre ambition de réaliser un tel projet n'est pas anodine, avec ce terrain propriété de la Capa et situé sur la commune d'Ajaccio. Nous voulons à terme y implanter un centre de tri et de valorisation qui demandera environ trois ans pour la finalisation". Jean-Jacques Ferrara est à l'évidence, lui aussi, dans une dynamique constructive. S'inscrivant dans le sillage d'une contribution participative volontaire. Surtout fructueuse.

A.-C. C.

Transition énergétique, tous les clignotants au vert



Que du bon...

Fabienne Giovannini : "Nous avons de fortes attentes, nous avons eu des propositions plus que positives. Avec une étape nouvelle, l'annonce de l'arrivée du gaz naturel. Le ministre prend en charge le calendrier et donne les moyens pour l'accélérer. Nous avons eu des assurances".
Gilles Simeoni : "Il y a eu un gros travail de l'ensemble de l'Exécutif derrière Agnès Simonietti. Du côté de la ministre, nous avons des engagements forts, un calendrier acté, le rattrapage du retard pour l'électrification des zones rurales. C'est une validation globale de notre vision stratégique et du chemin de la Corse vers l'autonomie énergétique".

Jean-Guy Talamoni : "Madame la ministre, vous avez tenu vos engagements. Cette PPE est désormais opposable. Elle aura des répercussions pour la Corse, entre autres en matière de formation et d'emploi. Nous sommes prêts à avancer à un rythme soutenu".
A.-C.C.

La Corse a relevé collectivement le défi qui a permis d'en faire le premier territoire doté d'une PPE en France. "Exemplaire" a dit la ministre.

EFFICACITÉ ÉNERGÉTIQUE

La CTC a engagé un programme de rénovation de l'éclairage public, accompagné par le ministère. Elle a également engagé un programme de rénovation énergétique de l'habitat (Oreli) pour lutter contre la précarité énergétique. Ces actions peuvent, d'ores et déjà, bénéficier d'un financement par la contribution au service public de l'électricité (CSPE), pour les projets supérieurs à 1 M€. Ségolène Royal a demandé hier matin à la commission de régulation de l'énergie d'adopter la méthodologie attendue afin que ce dispositif prenne désormais aussi en charge les plus petits projets.

PETITE HYDROÉLECTRICITÉ

La ministre a lancé, en clôture de la conférence environnementale 2016, l'appel d'offres pour le développement de petites installations hydroélectriques. En Corse, il y a un fort potentiel, à hauteur de 12 MW. La Corse doit se mobiliser. L'État veillera à ce qu'il n'y ait pas de frein dans



Dans l'hémicycle de l'Assemblée de Corse, élus, acteurs de terrain, associations environnementales, syndicats, services de l'Etat... Pour écouter Ségolène Royal, mais aussi faire des observations et soulever certaines inquiétudes toujours vives.

l'instruction des projets.

GRANDE HYDRO-ÉLECTRICITÉ

Les services de l'État vont engager sans délai, avec toutes les parties prenantes, les études comparatives sur les projets hydroélectriques de l'Olivese, de Letia, et du suréquipement du Rizzanese, ainsi que l'étude sur la Station de Transfert d'Énergie par Pompage (STEP) de Sampolo.

ÉNERGIES RENOUVELABLES ET STOCKAGE

Un appel d'offres a été lancé en 2015 d'un volume total de 50MW, pour le développement du solaire couplé à des installations de stockage, dans les zones non-interconnectées. Ségolène Royal a annoncé que la Corse remporte un tiers (18 MW) du volume total attribué, avec huit projets lauréats. Grâce à la réalisation des projets attribués, la Corse atteindra les objectifs 2018 fixés dans la PPE (programmation pluri-annuelle de l'énergie) pour les EnR avec stockage.

- Compte tenu de l'ampleur de la mobilisation sur cet appel d'offres solaire + stockage dans les zones non-interconnectées, Ségolène Royal a décidé de lancer une nouvelle édition de l'appel d'offres, pour une capacité de 50 MW.

- Par ailleurs, la CTC sera consultée sur le cahier des charges des appels d'offres EnR concernant son territoire.

GAZ NATUREL ET CHAÎNE GAZIÈRE

- EDF va conduire une étude technique et économique sur l'infrastructure, pour affiner le schéma d'approvisionnement des centrales de Lucciana et du Vaggio. Un projet de cahier des charges a été établi. Il doit être validé par la CTC et l'État, pour débiter l'étude en juillet. Les conclusions sont attendues d'ici la fin de l'année.

- Cependant, la ministre lance un appel à manifestation d'intérêt pour, dès à présent, identifier les candidats susceptibles de construire et d'opérer la barge et la canalisation. Objectif : gagner du temps. Ségolène Royal l'a réaf-

firmé, l'arrivée du gaz naturel en Corse est une priorité de la PPE.

ÉLECTRIFICATION RURALE

En 2002, dans le cadre du programme exceptionnel d'investissement pour la Corse (PEI), une contribution spéciale de 18,9 M€ avait été prévue pour améliorer la qualité de l'approvisionnement électrique dans les territoires ruraux de l'île. Pourtant, depuis 14 ans, seuls 3,5 M€ avaient pu être versés au profit des deux syndicats d'électrification corses. La ministre a obtenu une dérogation exceptionnelle, qui permet de recycler les sommes des fonds d'aide à l'électrification rurale non-utilisées, sur les exercices antérieurs à 2016. Les deux syndicats d'électrification corses obtiendront ainsi, sur la période 2016 - 2020, les 15,4 M€ restants. Dès 2016, 3,7 M€ seront versés et permettront d'engager les travaux les plus urgents sur les réseaux basse tension sur l'île.

A.-C. CHABANON

En communion avec la nature et en connexion avec le monde

Vous rapprocher de l'essentiel

+ 5 millions de personnes en zone rurale couvertes en 4G d'ici un an

Le Programme Orange Territoires Connectés, c'est aussi un débit internet amélioré pour 1 million de foyers ruraux d'ici un an. Orange, le réseau avance là où ça compte pour vous.

En France métropolitaine, selon les zones déployées, avec offre et équipements compatibles. Plus d'informations sur reseaux.orange.fr. © Getty Images.